

Le Burundi veut voir ses intellectuels détenir "au moins une maîtrise"

@rib News, 19/06/2017 Source Xinhua CAE : les intellectuels burundais encouragés d'être détenteurs "d'au moins une maîtrise" pour être compétitifs Le gouvernement du président Pierre Nkurunziza encourage les intellectuels burundais d'être détenteurs "d'au moins une maîtrise" (master) au titre de diplômé universitaire pour renforcer leur compétitivité sur le marché du travail de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), a plaidé lundi dans un point de presse Isabelle Ndahayo (photo), ministre à la Présidence chargée des Affaires de la CAE.

A ce jour, la CAE est composée de six Etats, à savoir le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda qui en ont été fondateurs en 2000, le Burundi et le Rwanda qui l'ont rejoint en 2007, ainsi que le Soudan du Sud dont l'adhésion récente remonte à l'an 2016. "Quand bien même les textes régissant la CAE offrent des opportunités d'épanouissement à tous les intellectuels qui en sont ressortissants en ce qui concerne l'ouverture au marché régional du travail, force est de constater que le faible niveau de formation universitaire est le principal facteur bloquant les burundais pour y avoir accès facilement", a-t-elle souligné. Sur ce, la ministre Ndahayo a relevé que les recrutements des fonctionnaires régionaux au sein de la CAE, exigent aux postulants d'être détenteurs, tout au moins, d'un diplôme de maîtrise dont dispose une infime minorité de Burundais. Deux autres facteurs subsidiaires bloquant les intellectuels burundais à l'accès du marché de travail de la CAE, a-t-elle expliqué, sont la "faiblesse" du niveau de la connaissance de la langue anglaise (langue officielle et de travail) et le "manque d'esprit de compétitivité" des Burundais. En regard de ces faiblesses évoquées, a-t-elle explicité, sur trente cadres récemment recrutés au sein de cette communauté, seulement cinq sont burundais. En dépit de ces défis, a nuancé la ministre Ndahayo, avec ses 10 ans (2007-2017) d'appartenance à la Communauté Burundi en a tiré "d'importants dividendes". Sur ce, elle a cité la diversification des produits commerciaux à la faveur de la variété des marchés d'approvisionnement et la réduction des coûts de transport des marchandises importés grâce à l'omniprésence des représentants de l'Office Burundais des Recettes (OBR) aux ports de Dar-Es-Salaam (Tanzanie) et de Mombassa (Kenya). La réduction de ces coûts est "très bien ressentie", a-t-elle renchéri en laissant entendre que la durée de transport des marchandises à partir de ces ports régionaux basés en Tanzanie et au Kenya n'exécède pas six jours aujourd'hui contre plus de trois semaines auparavant. Sur ce palmarès des dividendes déjà obtenus de l'appartenance du Burundi à la CAE, la ministre Ndahayo a signalé également que la suppression des visas au sein de cet espace régional et le libre mouvement des personnes et des biens qui en est corollaire, ont déjà drainé des investissements régionaux au Burundi. La présence d'une banque commerciale d'origine kenyane et d'une autre d'origine tanzanienne dont les guichets sont ouverts depuis quelques années dans la province urbaine de Bujumbura-Mairie abritant la capitale burundaise, sont des cas d'illustration concrète, a-t-elle affirmé. La ministre Ndahayo a saisi l'occasion pour annoncer que dans une perspective de "tirer le maximum de dividendes" de son appartenance à la CAE, le Burundi publiera bientôt "sa stratégie d'intégration régionale" au sein de cette communauté. En attendant, a-t-elle recommandé, les Burundais sont invités à renforcer leur apprentissage de l'Anglais et du Swahili, deux langues officielles couramment utilisées dans cette communauté d'intégration africaine abritant plus de 130 millions d'habitants.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});